

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX – N° 278 – VENDREDI 22 JANVIER 2016

## PÂQUERETTE MONÉTAIRE

Christine Lagarde candidate  
à sa succession au FMI.  
Macron n'est pas encore mûr ?

## AGENDA MILITANT

→ 26 janvier

Nanterre [Ne laissons pas faire ça !](#)

→ 27 janvier

Marseille [Les aléas de l'émancipation](#)

Toulouse [Réseau Salarial](#)

→ 29 janvier

Nîmes [Des bleus au travail](#)

Paris [La Sécurité sociale](#)

Rennes [Appropriation sociale, appropriation collective, autogestion](#)

→ 30 janvier

France [Contre l'état d'urgence](#)

À LIRE SUR  
[communistesunitaires.net](http://communistesunitaires.net)

→ Libertés

[Rendre justice](#)

→ Alternative

[Refonder un projet - faire force politique](#)

## Une dynamique citoyenne pour sortir la gauche de l'impasse

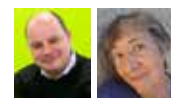
**A**vec son Plan d'action pour l'emploi, François Hollande s'apprête à renforcer encore les orientations libérales de sa politique. Le Code du travail ? Dépassé. Les droits et garanties collectives ? Out. Les indemnités des chômeurs ? Trop élevées, comme l'affirme cette semaine la Cour des comptes ! D'ailleurs, le président directeur général du ministère de l'Économie, Emmanuel Macron, ne vient-il pas d'expliquer sans rire que la vie d'un entrepreneur est « *souvent plus dure* » que celle d'un salarié ?

Dans les prochaines semaines aussi, le Président et Valls auront du bon temps : trouver un compromis avec la droite pour ancrer dans la Constitution l'état d'urgence et la déchéance de nationalité pour les binationaux. De quoi faire oublier les statistiques du chômage et relancer les sondages à la hausse ?

Pendant ce temps, il est question que "la gauche" se lance dans la préparation d'une primaire afin de désigner son "candidat unique" pour 2017. Vu la manière dont l'affaire a été lancée, on s'apprête à des débats passionnants : qui pourra concourir et, notamment, les socialistes de droite pourront-ils être de la partie ? quel processus, quelles modalités, quels candidats ? Cela promet de belles négociations d'états-majors. Quoi qu'il en soit, alors que tout le monde constate l'état moribond de la gauche, et que personne - n'est-ce pas... - ne veut croire que la question de la candidature devrait primer sur la clarté stratégique, ne faut-il pas commencer par ouvrir un large chantier citoyen sur les valeurs, le projet et l'alternative ?

La vraie question n'est-elle pas d'initier, comme ce fut le cas en 2012 avec la démarche du Front de gauche - trop timidement, mais avec quelques résultats ! -, une dynamique citoyenne ? En dépassant cette fois les logiques de cartel et en poussant les feux sur les besoins de renouvellement et de rupture, ouvrir une nouvelle séquence politique deviendrait-il possible ?

● Gilles Alfonsi et Michèle Kiintz



À l'appel du collectif Nous ne céderons pas !, une très importante manifestation contre la réforme constitutionnelle a lieu à Paris le samedi 30 janvier, à 14 h 30, place de la République. Voir l'agenda ci-contre et sur [communistesunitaires.net](http://communistesunitaires.net), rubrique "Bataille démocratique".

# Coopératives contre capitalisme : des utopies concrètes ?

**Si les coopératives sortent peu à peu de leur “histoire silencieuse”, l’image publique en reste assez floue. Dans son dernier ouvrage, *Coopératives contre capitalisme*, Benoît Borrits analyse précisément leur réalité, leurs potentialités contre le capitalisme, ses “aménagements” et ses impasses.**

## 1. L’argument d’une évolution du rapport salaires/profits dans le PIB au détriment des salariés et donc la revendication d’un meilleur “partage des richesses” comme solution sont très répandus, y compris parmi ceux qui se réclament de la transformation sociale. Ce que tu juges insuffisant. Pourquoi ?

Depuis la mise en place du néolibéralisme au début des années 1980, la part des salaires dans la valeur ajoutée a chuté d’environ 8 % sur l’ensemble des sociétés non financières (SNF). Très vite la gauche de transformation sociale s’est engouffrée dans cette réalité pour réclamer, à l’inverse du Parti socialiste qui a appliqué le néolibéralisme dans ce pays, un retournement et donc une augmentation de la part des salaires dans la valeur ajoutée. S’agit-il de revenir “à l’équilibre de 1982”, comme le spécifie Pierre Larrourou<sup>1</sup> ou d’aller plus loin ?

1982 était tout sauf un “équilibre”. Le chômage poursuivait sa hausse entamée

1. *20 bonnes raisons et 1 stratégie pour en finir avec Sarkozy*, Pierre Larrourou, Éditions du Rocher, 2008.



Benoît Borrits est journaliste, co-animateur de l’Association Autogestion, membre d’Ensemble.

depuis le début des années 1970, les dividendes continuaient leur progression initiée en 1976, le tout dans un contexte de baisse des profits des entreprises. Bref, cette situation n’était pas stable. Ou le gouvernement de gauche de l’époque imposait le plein emploi par une réduction massive du temps de travail supérieure aux 39 heures obtenues en 1981 et ce, sans réduction des salaires, ce qui, dans le contexte des faibles profits de l’époque, posait la question

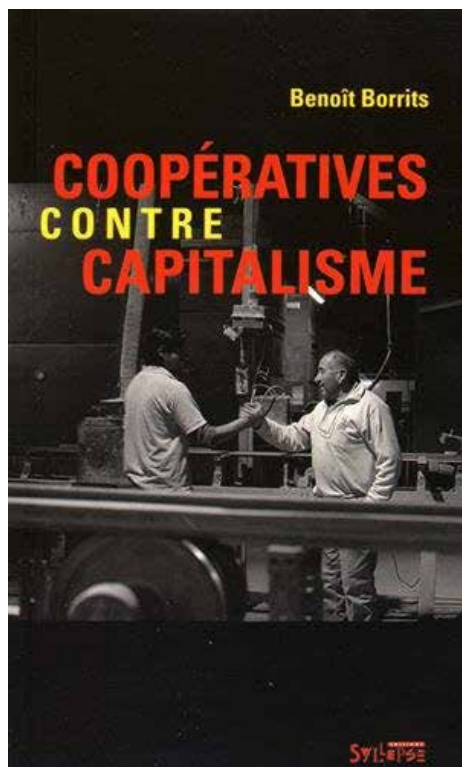
**La gauche est aujourd’hui enfermée dans les vieilles recettes postkeynésiennes qui étaient totalement opérationnelles dans la période dite des Trente Glorieuses.**

de l’expropriation des actionnaires. Ou le gouvernement mettait en place une politique de rigueur salariale - que l’on a appelée “pause” pour mieux la faire passer - dans l’objectif de reconstituer les profits, en espérant que les entreprises se remettraient à investir et à embaucher. Les socialistes ont choisi la seconde solution, les profits ont augmenté mais l’investissement et l’emploi n’ont jamais été au rendez-vous...

Donc vouloir rétablir la part des salaires dans la valeur ajoutée qui prévalait en

1982 signifie reposer la question précédente dans des termes très proches. Il convient d’ailleurs d’indiquer que depuis 2007, la part des salaires dans la valeur ajoutée a progressé du double fait d’un ralentissement de la croissance et d’un patronat qui n’a pas encore pu imposer les “réformes” qu’il attend. De ce point de vue, l’actuel gouvernement socialiste s’avère être, pour le patronat, un allié de poids parfois plus “efficace” que le précédent gouvernement Sarkozy.

La gauche est aujourd’hui enfermée dans les vieilles recettes postkeynésiennes qui étaient totalement opérationnelles dans la période dite des Trente Glorieuses : en augmentant les salaires, c’est l’offre globale adressée aux entreprises qui augmente, celles-ci se mettent à investir, ce qui enclenche un nouveau cycle de croissance et les profits se reconstituent alors pour le plus grand bonheur de tout le monde. Or, l’image naïve que l’on a d’un capitaliste qui serait heureux lorsqu’il réalise des profits et mécontent dans le cas contraire est totalement erronée. Comme nous l’a démontré l’économiste James Tobin, ce qui importe plus au capitaliste est la valorisation de son investissement - lorsqu’il a investi un, il veut que cela en vaille deux - qui en devient un déterminant : il n’y aura investissement que si celui-ci est valorisé. Or il faut savoir que les dividendes versés sont la condition même de cette valorisation. On a donc une contradiction majeure dans le capitalisme contemporain : il n’y a aura investissement que s’il y a à la fois ●●●



*Coopératives contre le capitalisme*, Benoît Borrits.  
Éditions Syllapse, 192 p. - 10 €.

●●● une demande adressée aux entreprises et des dividendes conséquents. Comme les dividendes ne sont pas favorables à la demande, le capitalisme se mord la queue, ce qui explique cette éternelle attente d'un investissement et d'un emploi qui ne vient pas.

C'est le défi majeur qui est aujourd'hui adressé à la gauche de transformation sociale. Sa politique sociale diminuera forcément les dividendes et donc les valorisations d'entreprises. Ne faire que cela se retournera au final contre un éventuel gouvernement progressiste, sauf si celui-ci fournit les outils politiques pour permettre aux salariés d'exproprier les actionnaires et ce dans les entreprises de quelque taille que ce soit. C'est dans ce sens que l'actuelle vague de reprises des entreprises par les salariés nous intéresse. Allons-nous simplement regarder ce mouvement comme sympathique, voire le soutenir, ou allons-nous voir qu'il est porteur d'un au-delà au capitalisme ?

## 2. D'emblée dans le livre, le panorama des SCOP fait ressortir une diversité de taille et de secteurs de production. Peux-tu résumer ?

Contrairement à une idée reçue, la forme SCOP n'est pas réservée à de petites structures. La moyenne de salariés par SCOP est de 20 alors qu'en France, il y

a en moyenne 5 salariés par entreprise. Ce chiffre nous montre que la SCOP est avant toute chose un projet collectif.

Si les SCOP sont donc faiblement présentes dans les Très Petites Entreprises (TPE) - effectifs inférieurs à 10 -, elles sont très fortement représentées dans les Petites et Moyennes Entreprises (PME) dont les effectifs vont de 10 à 250 salariés : 64 % des salariés des SCOP travaillent dans ces entreprises alors que les PME représentent 29 % de l'emploi salarié en France. Il y a, en proportion, autant de salariés de SCOP travaillant en Entreprises de Taille Intermédiaire (ETI) – effectifs compris entre 250 et 5 000 salariés – que dans le reste de l'économie. Par contre, les SCOP sont totalement absentes des Grandes Entreprises dont les effectifs sont supérieurs à 5 000.

**Avec cette forme d'entreprise, le travailleur reprend le contrôle de son outil de travail et opère un processus de désaliénation. (...) Il y a une volonté de donner un sens à sa production, que celle-ci soit bénéfique pour la société.**

Est-ce à dire que la forme coopérative n'est pas adaptée aux grandes structures ? Il me semble que la réponse à cette question est à chercher de l'autre côté des Pyrénées, au Pays basque, où depuis les années 1950, un groupe de coopératives de travail, Mondragón, s'est construit et rassemble aujourd'hui 74 000 personnes. Certes, tout est loin d'être rose dans ce groupe : il est claire-

ment entré dans une logique capitaliste dans son processus d'internationalisation en ne permettant pas l'accès au sociétariat des travailleurs étrangers ; il a connu d'énormes difficultés en 2013. Il n'en reste pas moins qu'il s'agit d'un groupe dont la structure est unique au monde dans laquelle la souveraineté provient des travailleurs des différentes coopératives et non d'une holding détenue par des actionnaires avec des filiales aux ordres. Compte tenu de la fantastique progression de ce groupe sur les trente dernières années, il devient difficile de prétendre que le modèle coopératif ne répond pas aux grandes structures.

Si, en France, les SCOP étaient historiquement très présentes dans le domaine des services, du bâtiment et des travaux publics, elles se sont largement diversifiées ces dernières années. La part de l'emploi industriel dans les SCOP est aujourd'hui de 17 %, ce qui est exactement la part de l'emploi industriel dans les secteurs concurrentiels de l'économie<sup>2</sup>.

## 3. Les coopératives ont néanmoins des points communs fondamentaux. En quoi la place des salariés dans le processus de production, le sens nouveau donné au travail sont-ils essentiels ?

La coopérative de travail, que nous appelons SCOP en France, a trois caractéristiques fondamentales. Dans ces entreprises, les travailleurs sont majoritaires en voix comme en capital. Par ailleurs, comme dans toute autre coopérative, les décisions se prennent sur la base d'une voix par personne, quel que soit son apport en capital. Enfin, le capital est second et au service de l'objet social. Il s'agit d'une ●●●

2. [http://www.entreprises.gouv.fr/files/files/directions\\_services/etudes-et-statistiques/conjoncture/tbe/2015-12-Emploi-salarie-resultats-3e-trimestre-2015.pdf](http://www.entreprises.gouv.fr/files/files/directions_services/etudes-et-statistiques/conjoncture/tbe/2015-12-Emploi-salarie-resultats-3e-trimestre-2015.pdf)



Dans de nombreuses reprises d'entreprises par les salariés, la population se mobilise à leur côté, que ce soit sous la forme d'une association de riverains décidés à protéger l'emploi ou d'usagers qui expriment leur préférence pour cette forme de production. C'est le cas de l'association des Amis de la Fabrique du Sud ou de Force et bon thé pour la SCOP-TI des ex-Fralib.

●●● rupture fondamentale avec les sociétés de capitaux dans lesquelles la valeur du capital est l'objectif numéro un, l'objet social – ce que va fournir la société – étant au service de ce premier objectif. C'est la raison pour laquelle, dans les coopératives, le capital est faiblement rémunéré et lorsqu'il y a des excédents de gestion<sup>3</sup> non distribués<sup>4</sup>, ils constituent des réserves "impartageables" qui n'appartiennent pas aux sociétaires mais sont à la disposition de la coopérative. C'est la conséquence de la rémunération limitée du capital, qui est second en régime coopératif.

Ceci étant, la coopérative de travail est tout sauf une forme parfaite, ne serait-ce que parce qu'elle a toujours un capital. Le mouvement ouvrier a, à juste titre, critiqué cette forme parce qu'elle impose aux travailleurs sociétaires d'avoir à se chercher un marché pour se distribuer des rémunérations décentes. En poussant ce raisonnement jusqu'au bout, on pourrait estimer que la coopérative de travail ne remet nullement en cause le marché et qu'à l'instar des actionnaires qui ne recherchent que le profit, les travailleurs associés ne seraient alors plus intéressés qu'à maximiser leurs revenus. Or, il y a une différence essentielle, qu'avait déjà notée Marx au

XIX<sup>e</sup> siècle<sup>5</sup> : avec cette forme d'entreprise, le travailleur reprend le contrôle de son outil de travail et opère un processus de désaliénation. Prétendre le contraire, c'est avaliser les thèses libérales de l'*homo œconomicus*.

Effectivement, dans presque toutes les reprises d'entreprises par les salariés, on assiste à un processus de questionnement sur ce qui était autrefois produit sous la direction des actionnaires. Il y a une volonté de donner un sens à sa production, que celle-ci soit bénéfique pour la société. C'est le cas des ex-Fralib qui décident d'abandonner les arômes de synthèse - chimiques - en relançant les tilleuls du village de Buis les Baronnies. C'est le cas des glaces La Belle Aude qui ont décidé de n'utiliser que des produits naturels si possible produits localement dans une perspective écologique. On constate ceci dans quasiment toutes ces expériences. En clair, l'humain commence à se réconcilier avec lui-même et n'envisage son travail que s'il est utile à la société.

#### 4. En quoi la maîtrise de la réflexion sur le travail, dans ce cadre, permet-elle l'innovation, la qualité ?

Dans le cadre d'une SCOP dans laquelle quasiment tous les salariés

sont associés, la production s'organise entre pairs qui ont des intérêts convergents. De ce point de vue, tout le monde a intérêt à partager l'information, à réorganiser la production pour qu'elle se fasse dans le minimum de temps possible, à échanger sur la qualité des produits, car il s'agit d'un critère déterminant pour maintenir ses revenus. Bien sûr, cela n'exclut nullement des tensions à l'intérieur de la SCOP mais l'antagonisme fondamental entre salariat et patronat a été totalement externalisé.

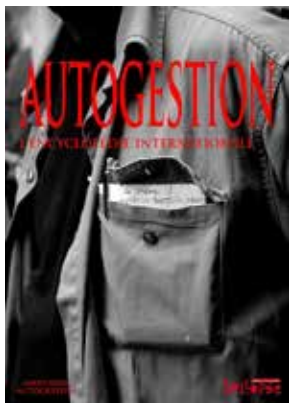
C'est sans doute ce qui explique qu'un groupe comme Mondragon a su développer l'innovation au point que nombre de leurs coopératives sont de vrais leaders sur leur secteur, comme les ascenseurs Orona par exemple. De même, le leader européen de la fibre optique est Acome, une SCOP de Normandie fondée avant guerre et qui regroupe aujourd'hui 2 000 salariés quasiment tous sociétaires. Dans toutes les reprises récentes, la question de la qualité de la production arrive toujours dans le débat. À titre d'exemple, les salariés-sociétaires de Ceralep, entreprise de fabrication d'isolateurs électriques en porcelaine, étaient même surpris de voir que les défauts de chauffe avaient diminué de moitié suite à la reprise. Franchement, comment peut-on expliquer qu'en 2016, nous ayons encore à subir des actionnaires ?

3. On ne parle plus ici de profits.

4. Prioritairement en salaires et secondairement en dividendes.

5. *Propriété et expropriations, Des coopératives à l'autogestion généralisée*, Textes présentés par Pierre Cours-Salies et Pierre Zarka, Karl Marx & Friedrich Engels, Éditions Syllepse, 2013.





*Autogestion* L'encyclopédie internationale, ouvrage collectif auquel participe Benoît Borrits. Éditions Syllepse, 2368 p. - version électronique 15 €.

●●● **5. Bien que la plupart des coopératives aient une longévité supérieure à celle des autres entreprises, certaines rencontrent des difficultés, voire échouent. Où se situent les limites et les obstacles ?**

Oui, toutes les statistiques convergent : les SCOP sont plus résilientes que les autres sociétés. Selon l'INSEE, le taux de pérennité à trois ans des SCOP est égal à 76 % contre 65 % pour l'ensemble des entreprises. 22,6 % des SCOP ont plus de vingt ans alors que ce taux est de 18,2 % pour l'ensemble des entreprises. On pourrait penser qu'il s'agit d'entreprises vieillissantes. Eh bien, non : les effectifs des SCOP progressent plus vite que l'emploi en France.

Cependant, la coopérative de travail est tout sauf une formule magique. Elle reste une entreprise dans un environnement de marché et, comme toute entreprise, elle peut très bien échouer. Une bonne partie des reprises d'entreprises existantes par les salariés se font dans le cadre de conflits sociaux ou au tribunal suite à une faillite, donc dans des conditions souvent difficiles où il est crucial pour les salariés de repartir au plus vite, de maintenir au mieux un portefeuille de clients ou un réseau de distribution. Ce n'est pas gagné d'avance et il est donc impossible et incorrect de présenter la reprise en SCOP comme étant une solution qui marche à tous les coups.

Ceci étant, cette situation est fonction d'un environnement politique donné. Toute la question est de savoir si le gouvernement en place, les pouvoirs locaux favorisent ou découragent la reprise des entreprises par les salariés. La situation est radicalement différente si les reprises d'entreprises sont marginales ou si elles

**Cependant,  
la coopérative  
de travail est tout sauf  
une formule magique.  
Elle reste une entreprise  
dans un environnement  
de marché et, comme  
toute entreprise, elle  
peut très bien échouer.  
(...)La situation  
est radicalement  
différente si les reprises  
d'entreprises  
sont marginales  
ou si elles sont un fait  
de société majeur.**

sont un fait de société majeur. Dans le premier cas, se trouver des clients peut être un exercice difficile, dans le second cas, la coopérative de travail trouvera plus facilement des débouchés. D'où l'importance stratégique pour un gouver-

nement progressiste de généraliser ces reprises.

**6. La réussite de cette appropriation sociale des entreprises ne repose pas (toujours) sur les seuls salariés concernés. Quelle action collective au-delà de l'entreprise en est aussi le garant ?**

L'appropriation sociale ne peut nullement se limiter à la transformation des entreprises en coopératives de travailleurs. Cette forme est apparue au début du XIX<sup>e</sup> siècle et a tout de suite été un objet de débat au sein du mouvement ouvrier. D'un côté, elle en est clairement issue et les travailleurs sont au poste de commande. De l'autre, il n'en reste pas moins vrai que la coopérative reste une forme privée et que le capital appartient à ses membres qui doivent, quoiqu'il en soit, trouver un marché pour garantir aux travailleurs des revenus. Donc un verre à moitié plein ou à moitié vide... C'est sans doute ce qui explique que durant le XIX<sup>e</sup> siècle, les coopératives de travail ont surtout intéressé les franges les plus qualifiées de la classe ouvrière et qui a fait que le mouvement politique et syndical s'en est détourné pour lui préférer durant la majeure partie du XX<sup>e</sup> siècle les coopératives de consommation, avec les désillusions que nous avons connues.

L'apparition récente des coopératives multi-collèges (Eroski en Espagne, les coopératives sociales en Italie ou de solidarité au Québec, nos Sociétés ●●●

●●● Coopératives d'Intérêt Collectif en France) nous montre une recherche de dépassement de cette opposition entre coopératives de travailleurs et coopératives d'usagers : les deux ont vocation à diriger, éventuellement avec d'autres parties prenantes, l'unité de production de demain.

On voit aussi que dans de nombreuses reprises d'entreprises par les salariés, la population se mobilise à leur côté, que ce soit sous la forme d'une association de riverains décidés à protéger l'emploi ou d'usagers qui expriment leur préférence pour cette forme de production. C'est le cas de l'association des *Amis de la Fabrique du Sud* ou de *Force et bon thé* pour la SCOP-TI des ex-Fralib. Ces configurations sont porteuses de ruptures et il est fort probable que si l'unité de production de demain sera dirigée

#### À (re)lire également :

- De Benoît Borrits dans *Cerises* : "Coopératives, marché et transformation sociale", *Cerises* n°153, 28/9/2012

"De la coopérative vers l'appropriation sociale", *Cerises* n°211, 28/3/2014

- Sur *Coopératives contre capitalisme* :

"Anatomie d'un projet par Benoît Borrits", Pierre Zarka, 7/1/2016 sur <http://www.autogestion.asso.fr/?p=5689>

**La transformation sociale n'est pas un processus qui vient de l'État, fut-il "progressiste". Elle ne pourra se faire que lorsque travailleurs et citoyens seront convaincus qu'il est aujourd'hui possible de se passer des actionnaires et de gérer en commun les unités de production...**

**Comment donner force d'alternative à l'ensemble de ces expériences pour que celles-ci soient un levier de sortie du capitalisme ?**

Comme nous l'avons dit, la coopérative de travail reste une forme privée avec toutes les conséquences que cela a. Comme toute entreprise, elle peut très bien faire faillite et si, au contraire, elle réussit, elle peut alors se banaliser au point que les coopérateurs, forts de leur capital en progression, se comporteront comme des capitalistes, un peu à la façon dont le groupe Mondragón a pensé sa mondialisation par rachats et filialisations d'entreprises.

par ses travailleurs, ceux-ci aspireront à associer dans leurs démarches les usagers, les riverains... de façon à sortir progressivement de la logique du marché. Là encore, non seulement la coopérative de travail ne se suffit pas à elle-même, mais elle est appelée à se transformer, à se dépasser.

**7. Quelle mise en commun - au-delà des structures communes de financements - des réflexions, des expériences ?**

**... D'où l'intérêt des associations citoyennes de soutien et de réflexion autour de ces expériences. Le processus des rencontres L'économie des travailleurs, dans lesquelles des coopératives ou entreprises récupérées se mettent en réseau à l'échelle internationale pour élaborer politiquement favorise cette prise de conscience.**

Il est donc nécessaire que ces débuts d'appropriation sociale ne restent pas seuls, se généralisent et fassent système. Ceci interroge fatalement la gauche de transformation sociale. Est-ce qu'en l'état, un programme de hausse de la part des salaires dans la valeur ajoutée se suffit à lui-même ? En d'autres termes, ne doit-il pas comprendre des mesures politiques et économiques permettant aux salariés de reprendre leur entreprise ? Les réponses de la gauche à ces questions sont aujourd'hui largement insuffisantes. Le livre *Coopératives contre capitalisme* fait ici des propositions précises.

Mais la transformation sociale n'est pas non plus un processus qui vient de l'État, fut-il "progressiste". Elle ne pourra se faire que lorsque travailleurs et citoyens seront convaincus qu'il est aujourd'hui possible de se passer des actionnaires et de gérer en commun les unités de production. D'où l'intérêt des associations citoyennes de soutien et

de réflexion autour de ces expériences telles que les *Amis de la Fabrique du Sud*, *Force et bon thé* ou encore l'*Association Autogestion* pour n'en citer que quelques unes. Le processus des rencontres *L'économie des travailleurs*, dans lesquelles des coopératives ou entreprises récupérées se mettent en réseau à l'échelle internationale pour élaborer politiquement, favorise cette prise de conscience.

● Entretien réalisé par **Michèle Kiintz**

# Le “moment Colin Powell” de François Hollande

**P**arfois, on compare les nouvelles législations annoncées par le pouvoir français actuel, en premier lieu la déchéance de nationalité, au *Patriot Act* américain au lendemain des meurtrières attaques du 11 septembre, presque 3 000 morts. Hier en Afghanistan, aujourd'hui en Syrie, le militaire fait aussi partie de la réponse. Ce genre de réaction sécuritaire, liberticide, guerrière est-il inévitable ? Ne pas réagir ainsi équivaut-il à ne rien faire ? Une autre voie est-elle possible ? Analysant les suites du 11 septembre<sup>1</sup>, la philosophe Judith Butler avance que « *refuser de répondre violemment revient à faire quelque chose – mais pas la chose attendue* », et met en avant une valeur impensable quand la politique se fait sur le mode masculiniste : la vulnérabilité.

La philosophe avait été frappée par la première réaction de Colin Powell après les attaques terroristes : « *Nous ne devons pas nous précipiter pour satisfaire notre désir de vengeance* », avait déclaré le général américain. Un « *grand moment, un moment extraordinaire* », selon elle, parce qu'il demandait aux gens de rester avec un sentiment de deuil, de tristesse, de vulnérabilité. Elle souligne : « *Par la vengeance, on essaie de résoudre le problème de la vulnérabilité. Si je riposte, alors, ce n'est pas moi qui suis vulnérable mais l'autre personne. Je transfère ma vulnérabilité sur l'autre.* » Riposter donne l'impression d'éloigner la vulnérabilité. À tort. Car riposter, c'est s'exposer à subir à son tour une riposte, rentrer dans l'engrenage de la violence, produire un monde plus violent, comme l'ont montré les conséquences des interventions américaines en Irak et en Afghanistan. « *Il semble donc que je me débarrasse de ma vulnérabilité et que je la situe dans l'autre, mais j'accrois en fait la vulnérabilité de tous, ainsi que l'éventualité de rapports violents entre nous* », analyse Judith Butler.

Bien sûr, ce temps de la retenue ne dura pas. Dix jours après les attaques terroristes, Bush déclarait : « *Nous*

*en avons fini avec le deuil, il est maintenant temps d'agir.* » On connaît la suite...

On connaît le monde que produit le moyen de la riposte pour forclure le deuil et la perte. « *Tôt ou tard, en anesthésiant notre propre douleur et notre sentiment de perte, il finit même par nous rendre indifférents aux pertes que nous affligeons aux autres* », avance Judith Butler.

Quel autre monde serait produit si nous résistions à la logique de la riposte ? Si nous assumions la vulnérabilité ? « *Je pense, avance-t-elle, qu'une politique entièrement différente émergerait si une communauté pouvait apprendre à vivre avec ses pertes et sa vulnérabilité. Elle aurait davantage conscience de ses liens avec les autres. (...) Je crois que nous serions capable de comprendre l'état de fragilité et de vulnérabilité physique générale dans laquelle vivent les gens – du fait qu'ils sont humains. Notre sensibilité accrue à cela ne pourrait que nous rendre plus humains.* »

En serions-nous aujourd'hui là où nous en sommes si nous avons été bien plus tôt plus sensibles aux souffrances du peuple syrien ? À celles des Palestiniens et des Israéliens ? Si notre société avait donné de l'importance aux fragilités, blessures, humiliations, discriminations des gosses des quartiers populaires, dont certains s'appelaient Saïd et Chérif Kouachi, Amedy Coulibaly ?

Le soir des attentats de novembre, François Hollande a eu son « instant Colin Powell ». Il a parlé de l'horreur, de la peur. Il a paru les partager, les ressentir. À ce moment là, une autre route aurait pu être prise que celle qui a finalement prévalu de la force, de la riposte, de la vengeance. Cette voie reste à prendre, qui fasse toute la place à notre humanité et donc à notre vulnérabilité.



● Stéphane Lavignotte

1. Judith Butler, *Humain, inhumain*, Éditions Amsterdam, 2005.

## Essais thérapeutiques : Kerviel vivant



Également responsable de la crise de 29, Jérôme Kerviel est sorti du **coma**

Jérôme Kerviel est sorti hier du coma dans lequel la Société générale l'avait plongé. L'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris, qui suit le patient, l'a annoncé hier dans un communiqué. L'institution hospitalière espère du même coup récupérer les 4,9 milliards d'euros évanouis dans les opérations à risques spéculatives opérées par la banque et son trader en 2007. Une manne pour l'AP-HP, à qui il manque 10 millions d'euros pour un budget de 7 milliards...

Jérôme Kerviel avait accepté de participer de son plein gré à des essais thérapeutiques avec la Société générale. Lui et d'autres patients testaient une nouvelle molécule : "Bénéficemanía", utilisée en son temps dans les casinos, et destinée à booster les taux de profit. Les essais consistent à injecter 10 pour espérer 50, au lieu de 12 dans le monde réel. Chaque année, des volontaires, anciens étudiants qui veulent flamber ou se payer une voiture de frimeur, participent à ce type d'essais risqués. Menés par la Société générale, comme par la plupart des banques concurrentes, ils sont agréés par les autorités. Par exemple, la "titri-thérapie". Titri pour titrisation, opération de transformation de dettes en titres financiers revendus sur le marché.

La semaine de test était rémunérée 10 000 euros, voire beaucoup plus si la molécule cartonnait. Hélas, au lieu de la tester sur lui-même, Jérôme Kerviel l'a administrée au système d'exploitation de la banque. L'injection a logiquement produit une explosion.

Les "accidents" recensés lors ces essais sont de plus en plus fréquents. Cinq enquêtes tentent toujours de comprendre ces "dysfonctionnements". Au nom du respect de la représenta-

tion nationale, le sénateur communiste Pierre Laurent a demandé une nouvelle Commission d'enquête parlementaire pour faire toute la lumière.

À terre mais vivant, le trader (également responsable de la crise de 1929) s'en était sorti par des promenades à l'air pur, un chemin de croix et une onction papale. Un séjour au centre de repos pénitentiaire de Nice lui avait cependant été imposé par la Sécurité générale et la Société sociale. Le médecin de la Direction des ressources humaines de la banque avait en effet évoqué « *un être fragile* », « *sans génie particulier* », traversant des « *difficultés familiales* ». Le carabin et PDG Daniel Bouton : un « *escroc, un fraudeur et un terroriste* ». Le gouverneur de la Banque de France : un « *génie de la fraude* ».

La thèse de l'accident ayant été retenue par ces toubibs<sup>1</sup>, Jérôme Kerviel avait, depuis lors, été plongé dans un coma artificiel. Il vient d'en sortir, grâce à une policière qui lui a passé un enregistrement entre les oreilles, suscitant la consternation du corps médical. L'AP-HP, qui a entièrement pris en charge le séjour de Kerviel, s'est en revanche réjouie.

● Philippe Stierlin



1. Contrairement à *Cerises*, *Le Canard enchaîné* pense qu'il s'agit de charlatans.



## Relaxe pour les 8 de Goodyear !

« Pour la première fois depuis un demi siècle, un gouvernement a demandé que soit requis des peines de prison ferme contre des syndicalistes pour avoir participé avec les salariés à des actions en vue d'empêcher la fermeture de leur usine. (...) Avec les 8 condamnés de GOODYEAR, l'exécutif veut faire un exemple. » Extrait de la pétition à signer ici : <http://www.cgt.fr/L-appel-des-Goodyear-et-leurs>



● **Mise en garde.** La Commission nationale consultative des droits de l'Homme publie une critique au vitriol sur les mesures prises ou envisagées par l'exécutif français depuis le 13 Novembre. Une inquiétude partagée par le Haut-Commissariat pour les droits de l'Homme de l'ONU qui vient d'adresser ses questions au gouvernement français. Autrement dit pour «État de droit», chercher ailleurs. Plus sur [communistesunitaires.net](http://communistesunitaires.net), rubrique "Libertés".

● **Complot.** En direct de Damas (Syrie), Thierry Meyssan vient d'écrire, ce 14 janvier, que « *De nouvelles informations, publiées par le quotidien croate Slobodna Dalmacija attestent d'une responsabilité de l'État français dans les attentats survenus à Paris en janvier et en novembre 2015* ». Le PDG du Réseau Voltaire indique : « *Soit les autorités françaises avaient infiltré au préalable les groupes qui ont perpétré les attentats de janvier et novembre à Paris et ne sont pas intervenues pour les empêcher de passer à l'acte, soit elles sont directement impliquées dans l'organisation de ces attentats* ». En guise de preuves, une série d'élucubrations

incompréhensibles et de glissements litigieux. Pour mémoire, Meyssan expliquait le 7 janvier 2015, immédiatement après les assassinats de Charlie Hebdo, que « *l'interprétation jihadiste est impossible* », car des jihadistes « *ne se seraient pas contentés de tuer des dessinateurs athées, ils auraient d'abord détruit les archives du journal sous leurs yeux* » et « *ils n'étaient pas vêtus à la mode des jihadistes, mais comme des commandos militaires* ». Vraiment pas drôle !



● **En ligne avec regards.** Dans son e-mensuel de janvier, *Regards* montre comment les événements de janvier et novembre ont été mis à profit « *pour imposer une nouvelle stratégie du choc, sécuritaire et droitière, qui scelle la compromission définitive du président et de son premier ministre.* » Il est aussi question de l'Espagne qui vient de faire éclater le bipartisme. Autre sujet : une "primaire" en France pour sortir du présidentielisme ? À retrouver, ainsi que les formules hebdo et trimestrielles, sur [regards.fr](http://regards.fr)

## Cerises

publication de l'Association  
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,  
Michèle Kiintz, Roger Martelli,  
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,  
Pierre Zarka.

[cerises@plateformecitoyenne.net](mailto:cerises@plateformecitoyenne.net)

Abonnement gratuit en ligne :  
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

[www.cerisesenligne.fr](http://www.cerisesenligne.fr)



MEDIAPART

